



SOLIDAIRES FINANCES

Centre des Finances Publiques – Local Syndical

Cité Administrative,

20 Quai Hippolyte Rossignol 77 000 Melun

Tél : 06 14 26 81 75 ou 06 58 63 21 24

Melun, le 24 mars 2022

DÉCLARATION LIMINAIRE POUR LA SÉANCE PLÉNIÈRE DU CHSCT DU 24 MARS 2022

Monsieur le Président,

Les guerres se multiplient aux quatre coins de la planète depuis 1945, sous couvert de nationalisme, d'intérêts économiques, de luttes contre le terrorisme. A l'heure des médias et des réseaux sociaux, certaines sont visibles, d'autres invisibles. Mais elles sont souvent loin ces guerres, même si le terrorisme est venu nous rappeler douloureusement qu'elles pouvaient aussi toucher notre continent, notre pays, nos proches. Pourtant aujourd'hui c'est au cœur de l'Europe que se déroule une guerre, une invasion d'un pays par un autre.

Notre syndicalisme, pour qui l'humanité, la solidarité, l'empathie sont des valeurs essentielles, se doit d'abord d'être solidaire sans réserve envers le peuple ukrainien agressé, martyrisé et tué. Notre syndicalisme prône la paix et la fraternité entre les peuples. Nous sommes solidaires du peuple ukrainien mais également du peuple russe, muselé par ses dirigeants, mais qui ose parfois quand même manifester malgré la terrible répression. Les troupes russes doivent sortir d'Ukraine et la paix être rétablie, la diplomatie, le dialogue doivent être restaurés avec une revendication, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Cette guerre a des conséquences déjà visibles sur la vie de nos concitoyen·es comme la hausse du prix des carburants, mais d'autres viendront un peu plus tardivement comme une nouvelle hausse des prix des céréales. Cette inflation a des répercussions sur nos vies. A l'heure où certain·es se demandent comment il·elles vont pouvoir payer leurs factures et se nourrir, les entreprises du CAC 40 engrangent des milliards d'euros de bénéfices. Cette guerre va avoir des conséquences économiques sur notre vie, mais également des conséquences psychologiques. Nos concitoyen·es pour qui les fins de mois sont déjà difficiles ont de plus en plus peur de l'avenir.

Pendant ce temps, sur le front de la pandémie mondiale, on pourra noter dans notre pays la petite musique gouvernementale, à quelques encablures des élections présidentielles : Oyez, oyez, c'est terminé ! Les généraux consultants ont remplacé sur les plateaux télé les scientifiques et les médecins, les experts en épidémiologie des réseaux sociaux sont devenus experts en géopolitique.

Syndicalistes, nous ne sommes certainement pas des scientifiques. La pandémie est-elle terminée ? Non hélas ! Même la Chine a annoncé que ses hôpitaux allaient avoir du mal à assumer la reprise galopante de ce fléau chez elle. En France on commence à parler d'une possible venue rapide d'une énième vague quand dans le même temps l'Organisation Mondiale de Santé (OMS), indique que la France et d'autres pays européens ont levés trop vite les restrictions sanitaires.

Pour en venir à un sujet Fonction Publique, le 14 mars, la ministre de la transformation et de la fonction publique a présenté le premier plan sur la santé au travail de la fonction publique 2022-2025. Pour Solidaires Finances, quel est l'intérêt d'élaborer un plan sur la santé au travail alors que dans le même temps les gouvernements successifs, et celui-ci en particulier, n'ont cessé de détruire les emplois publics, de supprimer des missions en les abandonnant ou en les externalisant au secteur privé, en restructurant les services, en les déménageant, créant ainsi de la perte de sens du travail et portant atteinte à la santé au travail en dégradant très fortement les conditions de travail des agent·es publics ? Quel est l'intérêt d'élaborer un plan sur la santé au travail alors qu'un accord majoritaire signé en 2009 qui avait permis la mise en place des CHS-CT dans la Fonction Publique d'État et la Fonction Publique Territoriale (30 ans

après le secteur privé) est détruit par le gouvernement actuel ? Le CHS-CT a pourtant largement démontré qu'il était un acteur important de la prévention en matière de santé au travail et porteur d'amélioration des conditions de travail. Quel est l'intérêt d'élaborer un plan santé au travail alors qu'un accord majoritaire signé en 2013 portant sur la prévention des RPS n'est que très peu suivi d'effets et dont les agent·es ne mesurent aucun effet dans leur quotidien de travail ? Le plan présenté, après deux ans de réflexion, avec l'ambition affichée d'améliorer durablement la prévention des risques professionnels, ne prévoit pas de moyens consacrés à sa mise en œuvre et n'imposera aucune mesure aux employeurs publics. Comme souvent, beaucoup d'annonces et peu d'effets. La note d'orientation ministérielle pour la santé, la sécurité et les conditions de travail 2022 met de nouveau l'accent sur la prévention, en reconnaissant du bout des lèvres les risques sur la santé engendrés par les réorganisations. Pour Solidaires Finances, la seule prévention possible est de permettre la réalisation des missions avec les moyens matériels et humains nécessaires, sans détériorer les conditions de travail par des réorganisations destructrices de service public.

2022 sera la dernière année d'existence des CHS-CT avant leur fusion-absorption par les Comités Techniques Locaux (CTL) dans une nouvelle instance, le Comité Social d'Administration (CSA). Ce dernier n'aura aucune des prérogatives des actuels CHS-CT, en particulier la possibilité pour les représentants du personnel de décider réellement des mesures à mettre en œuvre. Que deviendront les budgets alloués aux CHS-CT ? Seront-ils à la hauteur des crédits actuels où seront-ils amputés à chaque niveau ? Les Directions Générales et les Directions locales mettront-elles une partie de ces budgets de côté ? Que restera-t-il pour améliorer la sécurité et les conditions de vie au travail de nos collègues ? Sachant que nos directions sont en pleine restructuration et que les restructurations sont synonymes de mal être au travail, de sous-effectifs chroniques, d'augmentation des charges de travail pour les agent·es. De plus en plus souvent, les collègues nous appellent à l'aide et ne se retrouvent plus dans ces structures inhumaines. Solidaires Finances 77 renouvelle son alerte sur les risques psychosociaux malheureusement toujours réels dans les services.

Concernant le télétravail qui est mis en avant dans la note d'orientation ministérielle, Solidaires Finances 77 rappelle sa demande d'équipement complet des télétravailleurs.

Concernant l'ordre du jour et plus particulièrement le réaménagement des espaces de travail et mise aux normes complètes des locaux de la BSI d'Aulnay, une fois de plus Solidaires Finances 77 constate qu'après avoir donné des espoirs à nos collègues, c'est le désespoir qui va s'installer. En effet les agent·es de ce site alertent leur Direction depuis des années sur la dégradation de leurs conditions de travail. Après avoir retardé à de nombreuses reprises les réponses à leurs questions sous couvert en outre d'un audit en cours et autres fausses excuses, on leur a fait miroiter des améliorations avec des grands travaux qui devaient prendre fin début 2023. Aujourd'hui on leur annonce que ces travaux ne pourront pas être réalisés tout de suite à cause de la présence d'amiante et qu'avant de lancer les travaux il faut trouver le financement. Comment voulez-vous que cette annonce ne démoralise pas nos collègues ? Pensez-vous que cela va dans le bon sens en termes de risques psychosociaux ?

Pour conclure notre déclaration liminaire, Solidaires Finance souhaite rappeler que le CHS-CT ne doit pas être une instance qui sert à colmater des gouffres laissés béants par la non réactivité de l'Administration, mais qu'il doit permettre d'améliorer le quotidien des agent·es tout en assurant leur sécurité. Les membres du CHS-CT de Solidaires Finances 77 continueront à mettre tout en œuvre pour que cette instance poursuive pleinement son rôle de protection des agent·es.